

**UN OEIL SUR L'AIGLE AMÉRICAIN**

**Conférence prononcée par**

**Rick MacArthur  
président et éditeur de la revue Harper's**

**Institut d'administration publique de Québec**

**Québec, le 5 février 1998**

Par John R. MacArthur

Merci Madame Emond. J'apprécie beaucoup votre invitation ainsi que l'opportunité de visiter pour la première fois votre belle ville. Grâce à vous et M. Labrie, j'ai enfin compris la différence importante, même cruciale, entre un voyage au Québec et un voyage à Québec.

Je tiens à m'excuser si je n'aborde pas dans ce discours les dernières aventures ou mésaventures du Président Clinton car cela n'a rien à voir avec mon sujet d'aujourd'hui. Cependant, je me tiens à votre disposition et nous pourrions discuter les dernières frasques de la Maison Blanche après ma présentation. Je me suis prononcé à ce sujet dans mon article de vendredi, le 30 janvier, dans le Globe and Mail.

L'été dernier à Denver, pendant le sommet des pays industrialisés connu sous le nom de G7, une intéressante fissure a eu lieu dans l'image publique présentée par les chefs d'état qui nous en révèle beaucoup sur le sujet de l'Amérique et son attitude envers l'étranger. Pour des raisons dont je ne possède pas l'explication, le Président Français, Jacques Chirac, s'est décidé à s'exprimer à haute voix et d'une façon très directe et candide ce qu'il pense du Président Clinton et ses buts mondiaux.

À propos de l'utilité de la conférence, selon le journal satirique, Le Canard Enchaîné, M. Chirac a dit -- et je vous prie d'excuser le langage fort du Président de la République -- "Ici, on perd notre temps. On est des figurants dans un plan de marketing de Clinton. J'en ai par-dessus la tête de leurs idées à la con. Un jour, on doit se déguiser, le lendemain on se fait un spectacle pour débiles mentaux, et en prime on bouffe leurs saloperies." Le chef d'état français a ajouté, "Désormais, les Américains sont résolus à tout faire sans nous. Ils nous prennent pour de la merde...Ils

nous prennent pour des attardés." On pourrait dire, comme a remarqué Le Canard, que M. Chirac était de mauvaise humeur à cause de sa défaite accablante par la gauche dans les élections législatives spéciales. On peut aussi dire que les bottes et le jean de cow-boy offerts à M. Chirac par M. Clinton n'étaient pas à sa taille.

Également on peut, comme l'a fait Le Canard, facilement se moquer des prétentions de M. Chirac qui se trouve aujourd'hui à la tête d'un mouvement Gaulliste sérieusement affaibli par sa bêtise singulière: celle d'avoir dissolu l'Assemblée Nationale en temps de grave chômage. Si les Américains s'en foutaient des opinions de M. Chirac, n'était-ce pas que c'était entièrement de sa faute à lui-même?

Pourtant, M. Chirac a exprimé une vérité profonde sur les Américains. Peut-être parce qu'il s'est senti blessé dans son amour-propre -- évidemment son ambition de suivre le Général De Gaulle dans l'histoire glorieuse de la France a été écrasée par les élections -- il a bien compris que les États-Unis d'aujourd'hui sont une nation plus arrogante et myope que jamais, l'époque de De Gaulle inclus. Selon ce plan de marketing dont M. Chirac parlait, l'Amérique en effet exige du monde d'avaler ses saloperies en même temps qu'elle s'attende à la gratitude et au bon accueil des pays étrangers. Les États-Unis ressemblent souvent à un client dans un hôtel à l'étranger qui, frustré par le silence d'un employé non-anglophone, essaie de se faire comprendre en parlant de plus en plus fort en anglais. "Pourquoi cet idiot de paresseux ne m'écoute pas," se dit-il? "Je vais me plaindre à la gestion."

Nous voyons cette arrogance partout. Commençons avec l'accord mondial interdisant les mines «anti-personnel ». Alors que le Président Clinton versait des

larmes en prononçant son discours après la mort de la princesse Diana, et louait les causes pour lesquelles cette jeune femme luttait, il refusait de signer le traité anti-mines en disant pieusement qu'il devait absolument garder l'option de les employer pour protéger des soldats Américains. Et où se trouvent-ils menacés nos soldats de nos jours? En Corée du Sud, où soi-disant ils attendent une invasion imminente par les communistes du nord. Est-ce que vous avez récemment lu les articles ou vu les rapports à la télévision au sujet des milliers de Nord Coréens qui sont sur le point de mourir de faim? Est-ce qu'on pense sérieusement que la Corée du Nord, accablée par la famine, va envahir le sud? Évidemment non! Ni les politiciens, ni les militaires n'y croient. On voit là simplement l'égoïsme de la superpuissance unique.

D'ailleurs, aucune pression internationale ne semble faire bouger le gouvernement Américain. Quand le prix Nobel a été donné au groupe Américain anti-mines il y a quelques mois, le Président Clinton a même saisi l'occasion de réaffirmer sa résolution de garder son pays en dehors du traité signé à Ottawa. Même l'accord inattendu du Président Yeltsin n'a eu aucun effet sur notre Président. Nous voilà en bonne compagnie: les États-Unis avec la Chine.

Ainsi, il n'est pas surprenant que André Fontaine, écrivant dans Le Monde en octobre, appelle l'Amérique, avec une certaine ironie, "la quatrième Rome." M. Fontaine parle historiquement de l'ambition Russe pendant quelques siècles de faire de Moscou la capitale de la religion Chrétienne -- en effet une troisième Rome -- "et faire prévaloir sur la terre le message du Christ et l'autorité de l'Église Orthodoxe." Mais cette métaphore s'applique parfaitement à l'arrogance et l'hypocrisie Américaine

que j'essaie de préciser pour vous.

Comme vous le savez, notre pays a été fondé par des religieux protestants qui se croyaient les élus de Dieu, choisis pour apprivoiser les bois sauvages du nouveau monde et d'en faire une ville brillante sur une colline qui inspirerait le monde à suivre leur exemple vertueux. Les puritains de Massachussets voulaient premièrement purifier et reformer leurs propres âmes, leur propre communauté. Ils étaient quasi-isolationistes dans leur politique étrangère. Mais ils avaient aussi dans leur théologie une ambition agressive envers l'extérieur, dans cet énorme pays de bois vierges plein d'indiens païens, et s'il fallait éventuellement tuer quelques sauvages en route, c'était après tout, la volonté de Dieu. Selon le professeur Anders Stephanson de Columbia University, "Pour le puritain, l'extérieur était profane, et c'était le profane qui devait être surmonté, conquis, détruit, un territoire à gagner."

Pendant le premier siècle et quart de notre république, les étendues de notre vaste continent suffisaient, plus ou moins, à nos ambitions spirituelles et matérielles. Mais en approchant le tournant du siècle, avec les grands territoires vierges épuisés et les Indiens ou bien supprimés, ou bien anéantis, on a pour la première fois ciblé l'étranger pour faire avancer notre célèbre destin manifeste. (Là je dois faire une petite parenthèse -- la guerre contre le Mexique en 1846 était plutôt un simple et vulgaire vol d'un voisin faible. On s'est approprié des terres avec peu de prétentions idéologiques ou spirituelles.) Mais revenons à 1898. D'abord dans la guerre contre l'Espagne pour, soi-disant, libérer Cuba du colonialisme, on voyait clairement, peut-être pour la première fois, les doubles standards de l'Amérique vis-à-vis de l'étranger, la

contradiction entre notre côté idéaliste et notre côté débordant d'ambition pure et simple.

Cette soi-disant libération de Cuba et des Philippines était à la fois comique et brutale. À Cuba d'une part, on a pu inventer l'absurde mythe des Rough Riders, les célèbres troupes d'aventuriers irréguliers menés par le futur Président Teddy Roosevelt, mais du moins ça n'a pas coûté trop de vies. Au Philippines, par contre, après la soi-disant "libération" des peuples indigènes, on a commis un véritable massacre parmi ces mêmes gens quand ils se sont opposés à l'occupation Américaine. Ce massacre, mené par le Général Leonard Wood, était, en dehors de la guerre de Vietnam et les deux bombes atomiques lancées sur le Japon, la pire atrocité contre une population civile dans notre histoire militaire. Nous voyons là un tournant crucial, car ça marque le début de la fin des illusions idéalistes de l'armée Américaine. La Guerre Civile était atroce, c'est vrai. Mais il y avait là un idéalisme qui soutenait la souffrance.

À Cuba la métaphorique contradiction des États-Unis -- pays puritain, pays matérialiste -- est très claire. Pendant les six décennies entre la guerre contre l'Espagne et la révolution de Castro, on a sans arrêt donné des sermons sur la moralité d'une part alors qu'on a permis une exploitation coloniale de l'autre. Remarquez que nous avons libéré Cuba au nom des droits humains, mais qu'il a fallu que nous inventions plusieurs atrocités commises par les Espagnols pour donner le soutien nécessaire à notre sainte mission. D'une part, tout au long de cette période, nous voyons nos médecins lutter pour vaincre la fièvre jaune et de l'autre, nous voyons nos

politiciens infecter cette île infortunée avec la fièvre impitoyable des gangsters et capitalistes Américaines.

La guerre contre l'Espagne a été suivie par la participation de Woodrow Wilson dans la grande guerre en Europe afin d'assurer la démocratie dans le monde -- je cite les paroles célèbres de M. Wilson "pour rendre le monde sain et sauf pour la démocratie." Au même moment que Wilson exprimait ces déclarations grandioses et morales, il supprimait les droits civils en Amérique en punissant les dissidents comme Eugène Debs, chef du parti socialiste, qui ont osé critiquer la politique de la guerre. Effectivement, Debs a passé une partie de la guerre en prison au nom de la démocratie.

Cette tendance contradictoire continue aujourd'hui dans la Bosnie, une région où la politique folle et super nationaliste a été, d'ailleurs, encouragée en partie par la rhétorique de Wilson. Les soldats Américains au nom de NATO viennent de saisir des postes de télévision Serbes au nom de la liberté de la presse et les ont transférés de la faction Karadzic à une faction plus aimable. Il fallait leur fermer la bouche pour qu'ils puissent apprendre les leçons du journalisme pluraliste. Cette façon de raisonner, en outre d'être sorti d'un roman de George Orwell, est un exemple classique du double standard Américain envers le monde et nos propres citoyens.

Continuons sur ce thème. Avant la deuxième guerre mondiale, on savait bien ce qui se passait en Europe; les buts de Hitler et des Nazis ont été évidents du début de leur règne de terreur. Mais nous sommes restés en dehors du conflit jusqu'à ce qu'on soit attaqué par le Japon; il y avait le sentiment fort qu'on ne devait pas nous laisser

contaminer par la corruption de l'ancien monde. Pays d'immigrants, nous avons fermé les portes aux juifs persécutés d'Europe et les avons condamnés indirectement à mort.

Ailleurs dans notre vie contemporaine et historique, nous trouvons beaucoup de faits révélant cette attitude hypocrite. Fondée en principe sur les idéaux du siècle des lumières, nous sommes la seule nation qui ait jamais lancé des bombes atomiques. Archi anti-communiste, nous avons adopté plusieurs tactiques de terreur carrément Staliniste contre l'ennemi au Vietnam. Par exemple : nous avons précipité dans le vide des espions et des guérillas de nos hélicoptères; je viens d'apprendre que de temps en temps on leur coupait les doigts pour les faire parler. Nous avons aussi massacré des civils pour essayer de les séparer de leurs chefs politiques.

Aujourd'hui, cette division entre le dire et l'action reste évidente. On joue la comédie contre Fidel Castro alors que nous accueillons le président tyrannique de la Chine, un des responsables du massacre de la Place Tianamen. Typiquement, nous justifions cet rapprochement avec la Chine en disant que le libre échange encourage la démocratie Chinoise. Il n'y a aucune preuve que l'un suit l'autre mais en tout cas, si on tient vraiment à cette idée, pourquoi maintenir l'embargo économique contre Cuba. Pourquoi, par exemple, censurer le Canada d'avoir encouragé la démocratie à Cuba comme vous avez pu l'observer lors de la visite de votre ministre des Affaires Étrangères.

Dans la guerre du golfe, nous avons un exemple plus flagrant de cette bipolarité. Nous sommes venus à la rescousse de Koweït, petite victime de l'ambition soi-disant hitlérienne de Saddam Hussein. Bien sûr nous avons suivi notre code moral de la



superpuissance qui protège les pays opprimés. Mais soyons francs. En fait, c'était la stabilisation du marché pétrolier qui a motivé notre intervention. Et voilà encore, comme on l'a fait à Cuba, presque cent ans plus tôt, il a fallu qu'on invente des atrocités pour justifier nos intérêts économiques et du réel politique. (Je parle là de la fausse histoire des centaines de bébés tirés des incubateurs Koweïtiens par des soldats Irakiens, une histoire que j'ai d'ailleurs aidé à démolir avec mes propres reportages.)

Encore aujourd'hui, on peut observer la rancune de l'Amérique envers sa bête noire, M. Hussein, qui continue à refuser de se soumettre à nos demandes au sujet de la production des armes biologiques et chimiques. Vous vous souvenez sans doute que les exigences Américaines ont toujours été lancées au nom des Nations Unies comme suprême autorité en matière de désarmement. Saddam a répliqué, pas entièrement sans logique, que les États-Unis ne parlent que pour eux-mêmes et non pour la communauté mondiale, et qu'il en a marre de l'arrogance des inspecteurs Américains. Salaud célèbre, Saddam manque d'humour et il n'a jamais possédé un esprit subtil. Il aurait mieux fait de remarquer que l'Amérique, soi-disant porte-parole pour le monde civilisé, refuse toujours de régler ses comptes avec l'ONU, et au moment même qu'elle se plaignait des violations de Saddam contre les standards internationaux, devait environ \$1.3 milliards de dollars à cette auguste organisation internationale. (Il aurait pu d'ailleurs faire une remarque sur la vaste quantité d'armements chimiques lancée par les forces militaires de l'Amérique au Vietnam.)

À quoi bon les institutions, les lois et les standards internationaux si le pays qui se propose de les garantir ne les respecte pas?

Plus proche de chez nous en Amérique du Nord, nous entendons sans arrêt la rhétorique de l'administration justifiant les dégâts environnementaux sur la frontière entre les États-Unis et le Mexique au nom de NAFTA et du principe du libre échange. On dit à la Maison Blanche que les accords signés en 1994 vont éventuellement forcer le Mexique à améliorer la situation infâme des maquiladoras; que l'empoisonnement des alentours de ces usines va inévitablement changer parce que le libre marché et le capitalisme encourage finalement la propreté et la bonne santé et que les standards américains et canadiens sont plus élevés et vont créer un changement pour le mieux dans les standards mexicains. Regardez, d'ailleurs, les horreurs environnementales en Russie et ses satellites sous le plan marxiste. Admettons qu'une partie de cette logique soit correcte. Pourquoi, alors, est-ce que notre service des forêts a la permission de détruire nos bois publics dans le nord-ouest du Pacifique en même temps qu'il perde de l'argent pour le gouvernement après la vente des arbres aux sociétés privées qui en profitent?

D'où sort cette caractéristique bipolaire dans l'esprit Américain et pourquoi est-il si important qu'on l'examine à la loupe? Ce n'est pas que les autres pays ne souffrent point de semblables contradictions destructives. Mais dans le cas de l'Amérique on parle d'un pays disproportionnellement puissant et riche qui a le potentiel de créer de terribles dégâts dans le monde sans même y penser. Pendant que l'Amérique se débat contre elle même -- qu'il s'agisse du libre échange contre les tarifs élevés, qu'il s'agisse

de l'idéologie capitaliste et démocratique contre l'idéologie plus dirigiste ou même socialiste -- les enfants meurent de faim en Corée du Nord et en Irak; les enfants travaillent comme des animaux dans les usines au Mexique et en Amérique Centrale; les enfants perdent leurs jambes au Cambodge quand, par hasard, ils mettent le pied sur les mines « anti-personnel » cachées.

Tout ça est lamentable mais pas surprenant. Rappelons que lors de la création de notre nouvelle nation, une nation basée sur les valeurs morales de nos pères fondateurs, nous avons permis dès le début le commerce lucratif des humains. Jefferson lui-même, en devenant notre ministre, en France, en 1785, a gardé quelques-uns de ces esclaves à Paris jusqu'au début de la révolution Française. Ironie inouïe. On n'en finit pas d'observer des contradictions sur ce sujet. C'est le Massachussets, berceau du mouvement pour l'abolition de l'esclavage, qui a vu ses propres banquiers et marchands financer les bateaux et ramener les esclaves de l'Afrique en échange de mélasse.

Mais, nous avons là exactement la recette pour une politique de conflit qui, en dépit de notre guerre civile sanglante, n'a jamais été résolu dans le psyché Américain. Est-ce là une république de principe qui veut partager les libertés avec le reste du monde, ou est-ce une culture matérialiste principalement intéressée par la liberté d'exploiter les richesses des autres?

J'admets que tous nos problèmes ne sont pas le résultat d'anciennes haines. Dans une démocratie non-parlementaire comme la nôtre, les grands principes sont souvent soumis aux intérêts très spéciaux. Quant à notre politique étrangère, ça se

voit le plus clairement avec l'appui des groupes ethniques envers la Maison Blanche et sa relation avec leurs pays d'origine. Les Cubains exilés à Miami possèdent énormément de pouvoir dans le parti démocratique de Floride, donc aucun candidat présidentiel ne peut risquer d'avancer une politique conciliatoire envers Castro. Les politiciens Irlandais exploitent la nostalgie de leurs confrères pour excuser la politique violente de l'IRA et même protéger les fuyitifs terroristes quand ils fuient la police du Royaume Uni aux États-Unis. Israël reçoit le soutien puissant des juifs Américains, qu'ils soient de la droite ou de la gauche, et le Congrès est très influencé par le célèbre groupe de pression AIPAC. (On dit à la blague que Miami, Boston et New York sont les seules villes du monde qui ont leurs propres politiques étrangères.) Est-ce que j'ai besoin de vous expliquer que le fait qu'il n'y a qu'une petite quantité de Québécois ethniques dans la Nouvelle Angleterre porte des conséquences pour la campagne d'indépendance Québécoise. Bien que notre Département d'État soit plein de Wilsonians bien pensant qui soutiennent en principe l'idée de l'autodétermination, ce principe est confus par cette bipolarité de l'esprit Américain. Un instant, ils sont des Wilsonians pur laine qui encouragent les Québécois à gérer leur propre destin. Ensuite ils hésitent, et demandent où se trouve la plupart de l'argent au Canada. Évidemment Toronto est aujourd'hui le centre financier du Canada; inévitablement l'Amérique conclura que le Canada unifié c'est mieux que le Canada partagé. Peut-être c'est vrai. Cependant, méfiez-vous des promesses Américaines de ne pas se mêler de la politique intérieure du Canada.

Mais la politique ethnique ne fait qu'une partie de notre politique étrangère. Il y a aussi cette politique puritaine, cette politique spirituelle et réformiste dont j'ai parlé avant qui empêche une politique plus ou moins conséquente. Nous sommes véritablement, on peut dire spirituellement, anti-communiste dans le cas de Cuba. Nous sympathisons réellement avec la minorité catholique et opprimée dans l'Irlande du nord. Nous soutenons par principe l'existence de l'état démocratique d'Israël, la seule démocratie dans le proche orient. Nous n'avons pas, au moins pas que je sache, essayé de corrompre votre récent référendum sur la souveraineté.

Voilà que la question se pose: Quelle doit être la position de l'étranger vis-à-vis des États-Unis? Je ne suis ni politicien ni diplomate alors je ne peux pas donner de conseils précis.

Mais je peux vous dire que, de temps en temps, nous produisons en Amérique des gens admirables avec des principes claires envers le monde. George Washington était un de ces hommes. De notre époque, George Ball, l'ancien Sous Secrétaire d'État dans les administrations Kennedy et Johnson, était un de ces hommes. Grand internationaliste, M. Ball faisait la promotion du libre échange, particulièrement en Europe, en même temps qu'il respectait l'intégrité des nations. Tout seul dans l'administration Kennedy il s'est battu en 1961-62 contre la folie de l'intervention Américaine au Vietnam, bien avant qu'elle devienne trop coûteuse. Il a été ignoré. Ensuite, il a plaidé contre le soutien aveugle du Shah en Perse. On l'a ignoré.

De George Ball, je tire l'espoir qu'on puisse développer en Amérique une politique étrangère, peut-être pas parfaitement conséquente, mais basée sur des

principes fermes. Parlant de l'Amérique, il a déclaré dans un discours en 1990, avant sa mort: "La puissance militaire ou économique n'est rien d'exceptionnel; d'autres nations sont allées loin dans cette direction. Ce qui est véritablement exceptionnelle c'est le don de commandement moral, que veut dire une adhérence à des principes et le rejet de certaines pratiques arrogantes qui sont devenues maintenant presque automatiques dans notre vie politique." Je crois qu'on pourrait commencer à s'occuper du monde d'une manière plus saine si on faisait de cette phrase la base d'une nouvelle politique. Merci beaucoup.